Révision partielle de la loi sur le développement rural (RSJU 910.1)

Tableau comparatif

Droit actuel	Avant-projet de modification	Commentaires
SECTION 12 : Mesures financières		
<p>Crédits d'investissements, aide aux exploitations et prêts de développement rural</p> <p>Art. 22 ¹ L'Etat contribue de manière suffisante à l'aide aux exploitations.</p> <p>² ...</p> <p>³ Les crédits d'investissements, l'aide aux exploitations et les prêts de développement rural font l'objet d'une législation spéciale.</p>	Article inchangé	
<p>Subventions ; Rapport avec les subventions fédérales</p> <p>Art. 23 ¹ L'Etat verse les subventions prévues par la présente loi et par la législation portant application de celle-ci.</p> <p>² L'Etat accorde des subventions au moins égales à celles qu'exige de lui la législation fédérale dans tous les cas où des subventions cantonales sont la condition de l'octroi de subventions fédérales.</p>	Article inchangé	

<p>Expositions agricoles</p> <p>Art. 24 L'Etat peut allouer des subventions aux expositions agricoles qui revêtent une grande importance et visent à encourager la production de qualité et l'écoulement des produits du secteur primaire.</p>	Article inchangé	
<p>Exigences de formation</p> <p>Art. 25 ¹ Pour bénéficier de contributions cantonales en matière de crédits d'investissements et d'améliorations des structures, le requérant doit avoir une formation professionnelle appropriée.</p> <p>² La formation professionnelle du requérant est considérée comme appropriée lorsqu'il est détenteur d'un certificat fédéral de capacité en agriculture ou d'un diplôme décerné par une école d'agriculture.</p> <p>³ Une expérience de cinq ans au moins dans l'exploitation et la gestion d'une entreprise agricole peut être assimilée à une formation professionnelle appropriée.</p>	Article inchangé	

<p>(...)</p>	<p>Conditions de travail</p> <p>Art. 25a ¹ Pour bénéficier de contributions cantonales en matière de crédits d'investissements et d'améliorations des structures, le requérant doit se conformer aux prescriptions du contrat-type de travail pour le personnel d'exploitation et de maison dans l'agriculture au sens de l'article 13.</p> <p>² Il ne peut, dans un tel cas, être dérogé au contrat-type qu'en faveur de l'employé.</p>	<p>Il est proposé d'introduire une disposition traitant des conditions de travail. Le but est d'imposer, en faveur du personnel, le respect des conditions minimales prévues par le contrat-type de travail (CTT) lorsqu'est en jeu l'octroi d'un crédit d'investissement ou d'une subvention en matière d'améliorations structurelles.</p> <p>Le CTT sert de base à l'engagement du personnel d'exploitation et de maison dans l'agriculture. Il contient toutefois un certain nombre de dispositions auxquelles il reste possible, dans un accord formalisé par écrit, de déroger au détriment de l'employé. Les parties conservent en particulier la possibilité de convenir un salaire inférieur à celui prévu par le CTT.</p> <p>Il n'est pas question ici d'empêcher de manière générale toute dérogation au CTT, en particulier en matière salariale. L'obligation introduite ici ne s'appliquera qu'aux agriculteurs requérant des aides sous forme de crédits d'investissement et de subventions, pour leurs employés. Une exigence du même ordre existe déjà pour les aides octroyées aux entreprises en dehors de l'agriculture.</p> <p>La notion de « contributions cantonales en matière de crédits d'investissements et d'améliorations des structures » a la même portée que celle utilisée à l'art. 25. Il peut s'agir aussi bien d'aides à fonds perdus que de prêts remboursables.</p>
--------------	---	--